

**Seul le discours prononcé fait foi**

## L'économie compte sur l'électricité

Conférence de M. Pascal Gentinetta, Président de la direction, présentée à l'occasion  
du jubilé du Forum nucléaire suisse du 29 mai 2008 à Lausanne

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de débiter par un bref rappel de l'importance de la branche électrique en Suisse, puis d'examiner l'importance de l'électricité pour la croissance économique et les risques que feraient courir une pénurie dans l'approvisionnement d'électricité. Je passerai enfin à l'agenda politique et aux avantages liés au choix de l'option nucléaire, notamment dans le domaine de la protection du climat.

Dans l'éventail des activités économiques suisses, le secteur de l'électricité montre toute son importance dans notre économie, puisqu'il atteint, en termes de valeur ajoutée au sein de notre économie, des valeurs comparables voire supérieures aux fleurons que sont nos secteurs alimentaire ou horloger. Cela est considérable et cette comparaison sommaire reflète bien ce que les producteurs d'électricité apportent au pays. Nous ne sommes cependant pas, si vous me passez l'expression, «fans» de l'électricité uniquement pour cette raison, mais aussi et surtout pour le rôle crucial que votre secteur joue pour l'ensemble de l'économie.

Pour chacun de nous, il va de soi qu'il suffit de tourner l'interrupteur pour faire jaillir l'image de notre téléviseur, faire fonctionner notre PC ou assurer la survie d'un proche sur une table d'opération. Nous avons totalement oublié que derrière cette apparente facilité se cache un système de production et de distribution d'une extrême complexité. Lorsqu'il se grippe, les conséquences deviennent vite dramatiques, comme l'ont montré quelques récents blackouts. Le coût d'une défaillance du système électrique est tout simplement astronomique. L'utilité de son bon fonctionnement inversement proportionnel. Il faut en avoir conscience.

L'importance vitale de l'électricité pour assurer la santé économique d'un pays apparaît très clairement en Suisse. Une augmentation du PIB de 1% implique en moyenne une croissance de la consommation

d'électricité de 1,8%. Cet appétit «naturel» de notre économie pour l'électricité est confirmé par une récente analyse de l'Office fédéral de l'énergie. Entre 2000 et 2006 la consommation des combustibles fossiles est restée pratiquement stable, alors que celle de l'électricité a nettement progressé.

A l'avenir, il y a de très fortes chances que l'importance de l'électricité se renforce encore, notamment en raison des contraintes environnementales liées à l'utilisation de combustibles fossiles. Malgré une amélioration prévisible de l'efficacité énergétique, on peut partir du principe que la consommation restera orientée à la hausse, peut-être faiblement, mais à la hausse tout de même.

Nous devons par conséquent répondre à une question simple: est-ce que nos capacités de production permettront de faire face à cette augmentation de la consommation? La réponse est très claire, c'est non. Pire encore, nous ne pourrions même pas maintenir la production actuelle, pour une raison que vous connaissez tous: nos centrales nucléaires seront progressivement débranchées et les contrats d'approvisionnement avec la France arriveront bientôt à échéance. Autrement dit, l'un des deux piliers de notre approvisionnement s'affaiblira dangereusement.

Face à une telle situation, la réponse logique à l'affaiblissement programmé de la production et à la hausse probable de la consommation serait de développer les capacités de production. Les pays européens Finlande, Grande-Bretagne et bientôt même l'Italie qui se trouvent placés devant le même cas de figure ont fait leur choix: ils construisent! Mais la Berne fédérale a choisi une autre voie: elle attend...

Le Conseil fédéral a pourtant adopté une stratégie claire en février 2007 pour assurer notre approvisionnement en énergie. La construction de nouvelles centrales électriques est clairement l'un des quatre piliers de cette stratégie. Mais on doit constater que les conditions politiques nécessaires pour réaliser ces intentions ne sont pas encore réunies:

- En février 2008, le Conseil fédéral a confirmé qu'il n'y avait à son avis pas moyen de raccourcir la durée des procédures d'autorisation des centrales nucléaires. Il faudra attendre selon lui entre 16 et 18 ans pour pouvoir mettre en service une installation nouvelle.
- Les conditions de compensation des émissions des centrales à gaz rendent pratiquement impossible le développement de projets économiquement viables.

Les conséquences de notre attentisme se font déjà sentir. Face à l'augmentation des risques liés à la durée des procédures et à la difficulté de construire en Suisse, les entreprises électriques suisses bâtissent en Europe. Elles pourront ainsi non seulement répondre à la demande dans les pays voisins, mais aussi assurer l'approvisionnement de leurs clients suisses. Nous laissons donc passer des investissements et des emplois en Suisse, tout en se préparant à importer davantage.

Pour les entreprises suisses, cette situation est très préoccupante. Voir disparaître la capacité de production d'électricité en Suisse ne représente pas une perspective encourageante. Alors que des difficultés d'approvisionnement menacent dans de très nombreux pays, pouvoir continuer d'assurer la sécurité d'approvisionnement représenterait un atout économique très important. Que ce soit pour l'industrie ou pour le secteur des services, il est vital de pouvoir compter sur de l'électricité disponible en quantité suffisante et à un prix compétitif.

Parier sur l'importation remet en question ces deux points clés. Ce n'est pas qu'économiesuisse doute des bienfaits des échanges internationaux, mais cela se base sur le constat que le marché européen n'a de loin pas atteint la fluidité nécessaire pour permettre de se reposer sur lui.

Nous souhaitons par conséquent que de nouvelles grandes centrales soient construites au plus vite en Suisse, pour remplacer celles qui seront mises hors service. Mais quelle technique utiliser? Parmi les différentes solutions en présence, nous constatons que l'énergie nucléaire présente de nombreux avantages. L'expérience des quarante dernières années a montré que les centrales nucléaires suisses constituent un maillon indispensable de notre approvisionnement en électricité:

- Les exploitants des centrales ont su atteindre un taux de disponibilité dépassant 90%. En d'autres termes, les centrales suisses produisent du courant plus de 330 jours par an.
- Le combustible est facile à stocker, si bien qu'il est possible de constituer une réserve pour se prémunir contre d'éventuels problèmes d'approvisionnement.
- L'uranium est disponible dans de nombreux pays sûrs et fiables. Les réserves disponibles apparaissent comme très confortables.
- Le coût du combustible ne représente qu'une faible fraction du prix de revient. Globalement, le prix de production du courant nucléaire est l'un des plus avantageux, même compte tenu du coût de stockage des déchets et de démantèlement des centrales.
- L'exploitation conjuguée des centrales hydroélectriques et des centrales nucléaires représente un atout compétitif très important pour les producteurs suisses d'électricité

En plus de ces avantages, l'électricité nucléaire a un atout capital dans le contexte actuel, car elle ne produit pratiquement pas de CO<sub>2</sub>. De ce fait, les producteurs n'ont pas à compenser leurs émissions, à un coût dont l'évolution future reste très incertaine.

Cette contribution du nucléaire à la protection du climat passait pour une hérésie il y a peu de temps encore. Mais cette idée fait son chemin. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) cite le nucléaire comme une technologie clé pour permettre de réduire considérablement les émissions de CO<sub>2</sub>. En Suisse, l'Académie suisse des sciences, l'Organe consultatif sur les changements climatiques ou le Conseil des EPF préconisent de conserver le nucléaire dans le mix énergétique de ces prochaines décennies.

Si la Suisse est l'un des pays développés qui émet le moins de CO<sub>2</sub> par franc de produit intérieur, elle le doit en grande partie à sa production d'électricité basée sur l'hydraulique et le nucléaire. Sans électricité en suffisance, nous ne pourrions pas agir dans les domaines où il y a le plus à faire pour diminuer encore nos émissions de CO<sub>2</sub>:

- Le chauffage, consomme la moitié de l'énergie fossile utilisée en Suisse. Développer l'utilisation des pompes à chaleur permettrait de diminuer les émissions dans ce domaine, mais s'accompagnerait d'une hausse de la consommation d'électricité.
- Les transports sont l'autre grand consommateur d'énergie fossile. On peut imaginer mettre davantage de Suisses dans des trains ou développer l'utilisation de véhicules électriques, pour autant qu'il y ait suffisamment d'électricité pour les faire rouler.

Au-delà de nos frontières, le nucléaire sera probablement incontournable pour maîtriser les émissions de CO<sub>2</sub>. Globalement, la production d'énergie est responsable du quart des émissions mondiales des gaz à effet de serre. Si rien n'est entrepris, elles connaîtront une forte croissance d'ici 2025, particulièrement dans les pays en plein développement, qui utilisent principalement de l'énergie fossile pour produire leur électricité.

Assurer l'approvisionnement en électricité des entreprises suisses est une condition fondamentale de leur développement. Le nucléaire jouera un rôle clé pour atteindre cet objectif car il permettra de maintenir une sécurité d'approvisionnement optimale, un prix de l'électricité compétitif et des émissions de CO<sub>2</sub> très faibles. Il a une place de choix dans le bouquet énergétique de l'avenir, qui devra être aussi diversifié que possible. Dans cette optique, il faudra davantage de renouvelable, davantage d'efficacité énergétique et toujours autant de nucléaire. Sans cela, nous risquons la pénurie d'ici 10 à 15 ans.

Si d'un point de vue rationnel tout plaide en sa faveur, ce sont surtout les émotions qui risquent de guider les décisions sur le renouvellement de nos centrales. Pour gagner la votation populaire qui s'annonce aux alentours de 2012, nous devons lancer le débat dès aujourd'hui et y prendre part avec conviction, rationalité et surtout émotion. C'est la responsabilité de chacun d'entre nous, pour que le temps du nucléaire ne s'arrête pas définitivement, mais reparte en mouvement pour les 50 prochaines années!